

12.2 Épargne - Patrimoine

Fin 2015, le **patrimoine** économique **national** s'élève à 13 585 milliards d'euros, soit 7,6 fois le **produit intérieur net** de l'année. Après un repli de 1,8 % en 2014, il se redresse de 1,3 % en 2015. Cette reprise modeste est essentiellement imputable à celle du patrimoine non financier qui bénéficie de la fin de la baisse des prix des logements. Les actifs et les passifs financiers augmentent au même rythme. Par conséquent, le patrimoine financier net reste faiblement négatif et contribue peu à l'évolution du patrimoine total. En 2015, les **fonds propres** des **sociétés non financières (SNF)** accélèrent. Leurs actifs financiers s'accroissent plus vite que leurs passifs et leur patrimoine non financier progresse. Les SNF investissent davantage et augmentent leurs stocks. En 2015, les fonds propres des **sociétés financières** se redressent avec les cours boursiers. Ces sociétés ont principalement à leur bilan des stocks importants d'actifs et de passifs financiers, dont le solde est faible en comparaison des encours. En 2015, leurs actifs financiers progressent au même rythme qu'en 2014. L'encours de crédits accélère, en lien avec la croissance marquée des crédits bancaires accordés aux ménages et aux SNF. En 2015, le patrimoine net des **administrations publiques (APU)** continue de diminuer fortement.

Le **patrimoine des ménages** progresse sensiblement après une année de faible croissance. Leur patrimoine non financier, essen-

tiellement des constructions et des terrains, rebondit après une légère baisse. D'une part, les mises en chantier de logements neufs et l'**indice du coût de la construction** se stabilisent, aussi l'investissement en logements des **ménages** en euros courants ne diminue-t-il plus que légèrement. D'autre part, les prix des logements anciens sont stables sur un an alors qu'ils diminuaient depuis 2012. Leur patrimoine financier accélère, porté à la fois par des flux de placements en augmentation et par une forte progression des cours boursiers. Le faible niveau des **taux d'intérêt** réduit le coût d'opportunité de détention d'avoirs liquides et incite les ménages à renforcer leurs avoirs sous forme de numéraire et dépôts à vue au détriment de leur **épargne** placée sur les livrets ou dépôts à terme. Les ménages favorisent également les plans d'épargne logement, dont la rémunération demeure relativement attractive.

En 2014, 55,8 % des salariés du secteur marchand non agricole, soit 8,7 millions de salariés, ont eu accès à au moins un dispositif de participation, d'intéressement ou d'**épargne salariale**. Un peu plus de 6,8 millions de salariés ont ainsi bénéficié d'un complément de rémunération. Le **plan d'épargne entreprise**, qui couvre 46,1 % des salariés, demeure le plus répandu des dispositifs car il sert de principal support de versement des primes de participation et d'intéressement. ■

Définitions

Épargne salariale : ensemble de dispositifs dont l'objectif est d'associer les salariés aux résultats de leur entreprise et de favoriser l'épargne collective et le développement des investissements des entreprises.

Patrimoine national : patrimoine des résidents sur le territoire national. Il repose sur la propriété d'actifs économiques susceptibles de faire l'objet de transactions. En particulier, il ne comprend pas les monuments historiques.

Administrations publiques (APU), épargne des ménages, fonds propres, indice du coût de la construction (ICC), ménage, patrimoine, plan d'épargne entreprise (PEE), produit intérieur net (PIN), revenu disponible brut des ménages (RDB), sociétés financières, sociétés non financières (SNF), taux d'épargne des ménages, taux d'épargne financière, taux d'investissement en logement : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Le patrimoine économique national en 2015 – Un modeste rebond », *Insee Première* n° 1626, décembre 2016.
- « Entre 2010 et 2015, les inégalités de patrimoine se réduisent légèrement », *Insee Première* n° 1621, novembre 2016.
- « Participation, intéressement et épargne salariale : un complément de rémunération qui repart à la hausse en 2014 », *Dares résultats* n° 49, Dares, septembre 2016.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2016.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Patrimoine national des secteurs institutionnels fin 2015

en milliards d'euros

	Ménages ²	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ensemble de l'économie nationale
Actifs non financiers	7 288	4 295	263	1 926	13 772
Constructions et terrains	6 619	2 480	205	1 652	10 956
dont : logements	3 479	659	41	59	4 238
autres bâtiments et génie civil	168	766	62	940	1 936
terrains bâtis	2 972	1 055	102	653	4 782
Machines et équipements	41	511	15	33	600
Actifs financiers¹	4 841	6 739	12 745	1 277	25 602
dont : numéraires et dépôts	1 379	529	3 252	130	5 290
titres de créances	69	52	3 365	71	3 557
crédits	30	1 196	2 936	119	4 281
actions et parts de fonds d'investissement	1 353	3 956	2 348	540	8 197
système d'assurance et de garanties	1 776	49	122	6	1 953
Passifs financiers¹	1 437	8 906	12 470	2 937	25 750
dont : numéraires et dépôts	0	0	5 507	119	5 626
titres de créances	0	605	1 492	2 068	4 165
crédits	1 235	2 157	414	319	4 125
actions et parts de fonds d'investissement	9	5 342	2 271	44	7 666
système d'assurance et de garanties	0	0	1 977	0	1 977
Patrimoine financier net	3 404	- 2 167	235	- 1 659	- 187
Patrimoine (ou valeur nette)	10 692	2 128	498	267	13 585

1. Hors produits dérivés.

2. Y c. entrepreneurs individuels et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux - base 2010.

Les dispositifs d'épargne salariale

	2006	2010	2014
Participation			
Montant brut distribué ¹	6 926	7 380	5 927
Nombre de bénéficiaires ²	4 981	4 939	4 556
Montant moyen en euros	1 391	1 494	1 301
Intéressement			
Montant brut distribué ¹	6 391	7 185	7 419
Nombre de bénéficiaires ²	4 076	4 646	4 434
Montant moyen en euros	1 568	1 546	1 673
Plan d'épargne entreprise (PEE)			
Montant brut distribué ¹	2 339	1 338	1 450
Nombre de bénéficiaires ²	2 339	2 256	2 192
Montant moyen en euros	551	593	661

1. En millions d'euros.

2. En milliers.

Champ : France métropolitaine, entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole, hors intérim et secteur domestique.

Source : Dares.

Taux d'épargne des ménages dans quelques pays de l'Union européenne

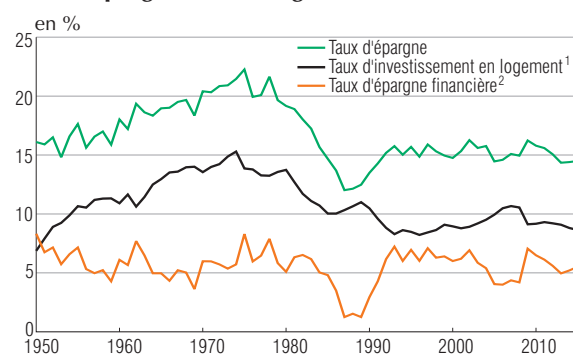
en %

	2000 (r)	2005 (r)	2010 (r)	2015
Allemagne	15,2	16,2	16,8	17,0
Autriche	15,7	15,8	14,6	13,0
Belgique	15,9	14,8	14,9	11,7
Danemark	2,2	3,2	9,1	11,0
Espagne	10,5	9,3	10,1	8,2
Finlande	9,7	7,9	9,8	6,8
France	14,5	14,2	15,5	(p) 14,1
Hongrie	10,8	10,4	9,1	9,6
Italie	12,9	14,7	11,1	10,4
Pays-Bas	11,9	12,3	12,7	(p) 12,7
Portugal	10,5	9,2	9,2	4,4
Rép. tchèque	11,5	11,0	12,5	11,8
Royaume-Uni	9,0	6,5	11,0	6,1
Slovénie	13,2	15,6	13,2	14,8
UE	11,7	11,2	12,0	10,1

Note : taux d'épargne en % du revenu disponible brut des ménages.

Source : Eurostat.

Taux d'épargne des ménages de 1950 à 2015



1. Rapport entre la formation brute de capital fixe des ménages et le revenu disponible brut.

2. Rapport entre la capacité de financement des ménages et le revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Taux de détention par grand type d'actif en 2015

	en % des ménages
Patrimoine financier	90,1
Livrets d'épargne	85,6
Patrimoine immobilier	62,6
Ensemble assurance-vie, épargne retraite	43,8
Épargne-logement	31,9
Valeurs mobilières	16,2

Champ : ménages ordinaires.

Source : Insee, enquêtes Patrimoine 2014-2015.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (– 0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à + 0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à + 0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (– 17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (– 9,3 % pour le gazole, – 6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

(– 7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (– 3,9 % fin 2015, après – 2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (– 0,2 % fin 2015, contre + 0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+ 1,2 % en moyenne, après + 1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+ 8,9 %, après + 4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+ 0,6 %, après – 0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+ 5,3 % en moyenne en 2015, après – 4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹ 2015	Évolution 15/14		Fonction de consommation	Pondération ¹ 2015	Évolution 15/14	
		Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²			Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,2	Transport	1 504	-1,5	-1,1
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0	Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5	Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6	Services de transport	279	0,9	-1,1
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6	Communications	257	0,4	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6	Services postaux	18	8,9	8,8
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8
Tabac	199	0,3	0,3	Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2	Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Habillement	350	-1,2	-0,3	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0	Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2	Autres articles et équip. de loisirs	209	-0,1	0,7
Loyers d'habitation	609	0,6	0,5	Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Entretien et réparation courante du log.	146	1,3	1,1	Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Distribution d'eau et autres services	188	1,5	1,5	Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0	Éducation	23	1,5	1,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5	Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4	Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7	Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6	Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4	Soins personnels	290	-0,2	0,1
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6	Protection sociale	434	1,6	1,4
Santé	1 008	-1,2	-1,4	Assurances	250	2,6	2,9
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9	Services financiers	67	0,7	0,7
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5	Autres services	130	1,0	0,7

Champ, source,
notes de lecture,
précisions sur les
données en bas
de chaque tableau
ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Note : base 100 en 2015.
Champ : ensemble des ménages.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

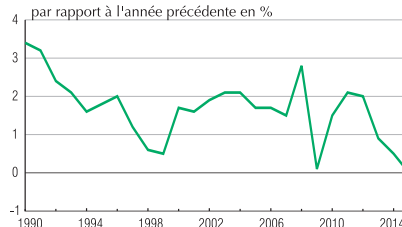
Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	-17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	-9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	-8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	-7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	-7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	-6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	-6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	-4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	-4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14		15/14
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	− 0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	− 0,6	Malte	1,3
Espagne	− 0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	− 0,2	Portugal	0,3
Finlande	− 0,2	Slovaquie	− 0,5
France	0,3	Slovénie	− 0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Eurostat.

Des données
de cadrage
européennes
ou mondiales

Des graphiques
d'illustration